

L'affaire Belfius-ACW gardera ses secrets...

Il n'y aura pas de commission d'enquête. Au grand dam des partis de l'opposition.

■ DÉBALLAGE ■

On ne saura peut-être jamais le fin fond de l'affaire ACW-Belfius. Ainsi en ont décidé comme prévu les partis de la majorité qui ont rejeté hier en Commission parlementaire des Finances les quatre propositions d'enquête émanant des partis de l'opposition (Vlaams Belang, FDF, N-VA et Ecolo-Groen).

Et pourtant ce n'est pas sans arguments que quelques députés de ces partis ont voulu démontrer qu'il subsistait des zones d'ombre sur le traitement de faveur dont auraient bénéficié les mouvements de la gauche chrétienne surtout flamande par l'intermédiaire de l'ACW. D'autant que comme l'ont souligné plusieurs députés, Didier Reynders avait apporté de l'eau au moulin en déclarant dans des interviews dans la presse écrite qu'il n'aurait pas assez de place dans les journaux pour dire tout ce qu'il savait sur Arco, le véhicule financier de l'ACW et du MOC.

“Le sauvetage de Dexia a déjà coûté 10 milliards d'euros... C'est un dossier puant et qui pue de plus en plus.”

PETER DEDECKER
Député N-VA

Peter Dedecker (N-VA), qui est à l'origine de certaines accusations (notamment de fraude fiscale) à l'encontre de l'ACW a estimé qu'une Commission d'enquête s'imposait dans la mesure où les parlementaires n'avaient pas pu avoir accès à tous les documents cruciaux. “On n'a jamais eu accès au contrat original”, a-t-il martelé. Ce fameux contrat qui justifierait le paiement d'un “dividende” moyen d'environ 10 à 15 millions d'euros par an à l'ACW et au MOC quels que soient les résultats enregistrés par l'ex-Dexia Banque.

L'élu N-VA a aussi rappelé que l'ancien Premier ministre CD&V Yves Leterme avait toujours refusé d'être auditionné par la Commission d'enquête sur le démantèlement de Dexia. Or, le “sauvetage de Dexia a déjà coûté 10 milliards d'euros... C'est un dossier puant et qui pue de plus en plus. L'Open VLD est en train de négocier courbe rentrante sur courbe rentrante”, a-t-il estimé.

Il s'est aussi demandé comment il se peut que Social Engagement - la société coopérative de l'ACW - puisse percevoir des dividendes bien que la Commission européenne eut interdit à Belfius de payer des dividendes jusqu'en 2016 à l'Etat, son actionnaire à 100 %. Et cela en raison de l'aide publique apportée. Jean-Marie Dedecker s'est aussi mon-



Le N-VA Peter Dedecker (à gauche) fut à l'origine de certaines accusations contre l'ACW.

tré virulent. Il a rappelé que Freddy Bouckaert, le président du conseil d'administration de Belfius, avait expliqué, lors de l'audition parlementaire du 1^{er} mars, que les parts bénéficiaires de l'ACW avaient été imposées par le gouvernement et n'avaient aucune valeur. “Le gouvernement a obligé la banque à les comptabiliser. C'est le plus grand hold-up de notre histoire. C'est un multiple de Lernout & Hauspie”, a-t-il souligné.

Tant Luk van Biesen (Open VLD), pourtant assez critique sur les agissements de l'ACW il y a encore quelques jours, que Carl Devlies (CD&V) ont estimé que les députés avaient eu suffisamment d'informations (notamment lors de l'audition de la direction de Belfius et de la SFPI) en leur possession et qu'il n'y avait rien de neuf qui justifie une Commission d'enquête.

AvC